

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélemy d'Anjou

Saint-barthélemy d'Anjou, le 12 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERRY BEAUTE MAROLLES

ZI La Touche
72260 Marolles-les-Braults

Références : 2024-260_AUTO_BERRY BEAUTE MAROLLLES - Marolles les Braults_RAP
Code AIOT : 0006302853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement BERRY BEAUTE MAROLLES implanté ZI La Touche 72260 Marolles-les-Braults. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour sujet les suites de la visite du 24/11/2021 sur les thématiques du risque accidentel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERRY BEAUTE MAROLLES
- ZI La Touche 72260 Marolles-les-Braults
- Code AIOT : 0006302853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BERRY BEAUTE MAROLLES fabrique des emballages cosmétiques et des bouchons de parfums, à destination d'enseignes spécialisées dans le luxe.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Alarmes point bas rétention	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 2.3.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19 à 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours et 3 mois
5	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, articles 7.1.1, 7.2, 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est focalisée sur les suites de visite du 24/11/2021 portant sur les risques accidentels. L'état des stocks du site est bien suivi par l'exploitant, avec un traçage des produits réguliers.

Le système de protection contre la foudre du site a été modifié en 2021. Il présente cependant une non-conformité qui n'a pas été prise en charge par l'exploitant depuis la vérification initiale foudre en date du 03/12/2021.

Plusieurs mises en conformité sont attendues suite à la réalisation d'un diagnostic des rétentions de l'atelier de galvanoplastie en mars 2022. Bien que l'exploitant ait pris en charge la majorité d'entre elles, à la lumière des enjeux encourus, il est attendu que l'ensemble des non-conformités soient levées d'ici fin décembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de traitement de surface – dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée :

<p>3.8.1. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétention, canalisations,...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment, avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines, et, au moins, une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24/11/2021, il avait été constaté :</p> <p>"La rétention extérieure dépotage avec un revêtement en enrobé laisse apparaître quelques débuts de fissuration. Une réfection est programmée en 2022 selon le registre de suivi des rétentions. L'exploitant a évalué le volume d'eaux météoriques susceptible d'être envoyé en station via la rétention de la zone extérieure de dépotage. Le volume correspond à 0,8 % du volume global rejeté dans la station. L'exploitant précise que ce volume est inférieur aux erreurs d'incertitudes relatives des résultats d'analyses et n'emporte pas de conséquences, en termes de dilution. Par ailleurs, les rétentions ont été dimensionnées pour l'élaboration d'un plan des rétentions. L'exploitant s'est engagé à communiquer le rapport de cette étude avant la fin décembre."</p> <p>En réponse à ce constat, l'exploitant a réalisé un diagnostic des rétentions de son atelier de galvanoplastie en mars 2022.</p> <p>Les rétentions du site se répartissent sur 7 zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone 1 : stockage de produits en contenants unitaires, • zone 2 : stockage des boues d'épuration, • zone 3 : aire de dépotage et de stockage de baigns en conteneurs, • zone 4 : stockage des cuves vrac d'acides, • zone 5 : local "delahaye" de stockage des produits chimiques de galvanoplastie, • zone 6 : chaîne de galvanoplastie, • zone 7 : station de traitement des effluents. <p>Suite au diagnostic, des mises en conformités étaient à prévoir pour les zones 1, 3, 4, 5, 6 et 7. L'exploitant a dressé un plan d'actions pour prendre en charge les mises en conformités.</p> <p>Lors de la visite du 27/06/2024, des mises en conformités ont été résolues mais 5 ne sont pas soldées. Certaines d'entre elles indiquent un volume de rétention insuffisant ou une même rétention partagée pour des produits incompatibles.</p> <p>L'exploitant a mis en avant certaines difficultés techniques qui ont retardé la résolution de ces non-conformités.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un échéancier sur la mise en conformité des rétentions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place les mises en conformités attendues dans le diagnostic des rétentions de l'atelier de galvanoplastie de mars 2022, d'ici fin décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Alarme point bas rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 2.31.5
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement de surface – détecteurs de niveaux rétention
Prescription contrôlée : 2.31.5. Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse, en aucun cas, altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.
Constats : Lors de la visite du 24/11/2021, des tests sur les capteurs de rétentions ont été effectués. A la suite de ces tests, une remarque avait été faite sur la fiche « vérification technique sécurité GALVA », datée du 19/10/2021 qui identifiait en une unique ligne "le contrôle pour capteur inondation station galva". L'inspection avait demandé de préciser plus finement les tests réalisés sur la fiche, compte tenu du nombre et des types de capteurs. Lors de la visite du 27/06/2024, l'exploitant a montré la même fiche de vérification technique sur la sécurité de son atelier de galvanisation. Sur cette fiche se trouve une section nommée "Alarme fond de fosse" pour lequel le fonctionnement des capteurs inondation poire et inondation optique sont vérifiés. Le test consiste à s'assurer que la société de surveillance des capteurs appelle l'exploitant en cas d'activation des capteurs. Pour autant, les rétentions de l'atelier possèdent deux capteurs de détection chacune. Ainsi, le suivi des tests sur ces capteurs de détection n'a pas été référencé dans les tableaux de suivi de l'exploitant. L'exploitant réalise des nettoyages sur l'intégralité du fond de fosse en faisant ruisseler gravitairement de l'eau. L'eau est ensuite évacuée en fin de parcours dans une rétention, appelée « puits » par l'exploitant. Cette rétention a donc une double fonction de récupération des eaux de nettoyage et de rétention des bains (contenue dans la rétention « fond de fosse »). Elle possède alors un capteur de niveau. Il ne s'agit pas d'une alarme en point bas car son activation traduit juste l'atteinte d'un certain niveau dans la fosse et ne permet pas de détecter précocement un déversement des bains de traitement de surface. L'exploitant proposera une amélioration de cette configuration afin que le capteur utilisé joue son rôle de détection en cas de situation accidentelle uniquement. D'autre part, lors de la visite des détecteurs ont été activés par sondage. Suite aux manipulations, le responsable d'atelier a signalé avoir reçu un appel de la société de surveillance en précisant les rétentions pour lesquels les capteurs avaient été activés. Les tests ont été concluants. La remarque de la visite du 24/11/2021 est reconduite : référencer les tests réalisés sur les détections de niveau de rétention avec la date de réalisation, sur le registre de suivi des rétentions, en créant un nouvel onglet.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Enregistrer les tests réalisés sur les détections de niveau de rétention avec la date de réalisation, sur le registre de suivi nommé « Registre État Cuves et Rétention Ligne Galvanoplastie », en créant un nouvel onglet, sous un délai de 30 jours.</p> <p>Proposer une piste d'amélioration sur la configuration de l'alarme au niveau de la rétention en fond de fosse accueillant de l'eau durant les phases de nettoyage, sous un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Protection foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19 à 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité protection foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010 (Arrêté du 19 juillet 2011, article 2)</p> <p>« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>« Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>Article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 (Arrêté du 19 juillet 2011, article 2 et Arrêté du 28 février 2022, article 1er 5°)</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 (Arrêté du 19 juillet 2011, article 2 et Arrêté du 28 février 2022, article 1er 6°)</p>

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

L'exploitant a mis en place un nouveau système de protection contre la foudre sur son site en 2021.

Ces modifications sont détaillées dans le dossier d'ouvrages exécutés (DOE) en date du 21/05/2021. Ce rapport explique que l'étude technique en datant d'avril 2011 présentait des anomalies et devait être révisée. L'implantation des paratonnerres ne correspondait pas à cette étude.

Ainsi, les paratonnerres du bâtiment de galvanisation et du bâtiment du magasin a alors été changé. Les dispositifs du bâtiment d'injection ont été évacués.

Suite à ces modifications, l'exploitant a fait réaliser une vérification initiale le 03/12/2021. Cette vérification relevait une non-conformité : l'absence de para-foudre de type 2 sur l'alimentation de la centrale incendie situé dans le couloir vestiaire du bâtiment injection.

Le 15/12/2022, l'exploitant a fait réaliser une vérification visuelle de ses dispositifs contre la foudre dans laquelle la même non-conformité a été relevée.

L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle annuel de ses installations foudre durant l'année 2023.

L'exploitant contrôle les compteurs d'impact foudre mensuellement et retranscrit le nombre d'impact sur le registre de suivi "Vérification technique sécurité galva".

Lors de la visite, le compteur du bâtiment de galvanoplastie était à 0 et le compteur du bâtiment magasin était à 1.

Cependant, le rapport de vérification initiale du 03/12/2021 indique que le compteur est indicé à 1 depuis plusieurs années.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant enverra la date prévisionnelle de son prochain contrôle périodique des systèmes de protection contre la foudre, dans un délai de 1 mois.

L'exploitant prendra en charge la non-conformité persistante relevée lors des vérifications

annuelles de 2021 et 2022, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours et 3 mois

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 7.1.1, 7.2, 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Tri des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 7.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX</p> <p>7.1.1 - L'exploitant prend toute mesure visant à : limiter la production et la nocivité des déchets, limiter leur transport en distance et en volume, favoriser leur recyclage ou leur valorisation.</p> <p>ARTICLE 7.2 - DÉCHETS BANALS AUTRES QUE LES EMBALLAGES</p> <p>Les déchets banals (bois, papier et carton, verre, textile, plastique, caoutchouc,...), non souillés par des substances toxiques ou polluantes, doivent être valorisés ou recyclés au maximum, à défaut, éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères</p> <p>ARTICLE 7.3 - DÉCHETS D'EMBALLAGE COMMERCIAUX</p> <p>7.3.1 - Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage commerciaux non souillés sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie, conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 visé au titre 1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24/11/2021, il avait été constaté que le tri des déchets n'était pas correctement effectué sur le site.</p> <p>La visite a permis de vérifier que l'exploitant a mis en place les mesures de tri adéquates. Les affichages sur le tri des déchets sont correctement identifiés et respectés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations</p>

classées.
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks du bâtiment magasin est indépendant de l'état des stocks du site.</p> <p><u>L'état des stocks du magasin :</u></p> <p>Il est fait de façon hebdomadaire, ce qui correspond au rythme d'arrivage et de sortie des produits.</p> <p>L'opératrice en charge du suivi de l'état des stocks met à disposition le tableau des produits et le plan associé à destination des agents du site.</p> <p>Des pistes d'améliorations peuvent être proposées sur le tableau de suivi des produits. La majorité des substances listées ne sont pas connues du grand public, ce qui rend le tableau difficile à interpréter. L'exploitant pourrait ajouter des indications sur le type de substances présentes : acide, base, inflammable, ou encore indiquer la rubrique ICPE associée, afin de pouvoir évaluer les potentiels risques.</p> <p><u>L'état des stocks du site (hors bâtiment magasin) :</u></p> <p>L'exploitant utilise un logiciel partagé pour référencer les stockages du site avec des indications sur l'emplacement et la quantité.</p> <p>Le logiciel est utilisé par plusieurs agents du site.</p> <p>Une piste d'amélioration peut être proposée sur les quantités de produits stockés : les unités de mesures n'ont pas été homogénéisées, il peut par exemple y avoir des grammes et des milligrammes pour des stockages différents.</p> <p>De ce fait, lors d'une extraction de données pour un emplacement précis du site, il n'est pas possible d'estimer rapidement les quantités présentes.</p> <p>De manière générale, l'état des stocks est suivi correctement par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mettre en place une note explicative indiquant comment manipuler le logiciel de suivi des stocks, • d'améliorer les registres de suivi des stocks en fonction des éléments qui ont été présentés ci-dessus et accompagner l'ensemble d'un plan de localisation avec fléchage entre le plan et l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.2
Thème(s) : Autre, Clôture du site
Prescription contrôlée :

<p>Article 3.2 - Contrôle des accès</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un nouveau bâtiment d'assemblage a été mis en place en limite de site en 2021. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de cette extension à l'aide d'un porter à connaissance en juillet 2022.</p> <p>Le terrain d'implantation du nouveau bâtiment n'est pas clôturé. L'accès au bâtiment n'est donc pas limité aux agents de l'entreprise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant clôturera la zone d'implantation du bâtiment d'assemblage, afin de limiter l'accès de son site. Il proposera une solution avec échéancier sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>